



Conseil de sécurité

UN LIBRARY

APR 5 - 1987

UN/SA COLLECTION

Distr.
GENERALE

S/18839
30 avril 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 30 AVRIL 1987, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
LE CHARGE D'AFFAIRES DE LA MISSIONS PERMANENTE DE LA ZAMBIE AUPRES
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le
texte d'un communiqué qui a été publié à l'issue de la Rencontre au sommet des
chefs d'Etat, tenue le 30 avril 1987, concernant la remise en état du chemin de fer
de Benguela.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte du communiqué
comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires,

(Signé) J. M. NGO

ANNEXE

Communiqué publié à l'issue de la Rencontre au sommet des chefs d'Etat, tenue le 30 avril 1987, concernant la remise en état du chemin de fer de Benguela

1. La Rencontre au sommet des chefs d'Etat concernant la remise en état du chemin de fer de Benguela a eu lieu à Lusaka (Zambie), le jeudi 30 avril 1987.
2. Participaient à la Rencontre : Leurs Excellences le Président José Eduardo Dos Santos de la République populaire d'Angola, le Président Mobutu Sese Seko de la République du Zaïre, un représentant de la République populaire du Mozambique et le Président Kenneth David Kaunda de la République de Zambie.
3. Les dirigeants se sont réunis pour poursuivre leurs délibérations sur la réouverture de la ligne de chemin de fer de Benguela, conformément à la décision qu'ils avaient prise à leur réunion de Luanda (Angola), le 16 avril 1987.
4. Les chefs d'Etat ont eu des entretiens approfondis centrés sur la nécessité de renforcer les voies de communication supplémentaires qui s'offrent aux pays d'Afrique australe, notamment pour le cas où des sanctions seraient appliquées contre ou par l'Afrique du Sud.
5. Les dirigeants ont souligné la nécessité de créer de nouvelles coentreprises et de renforcer celles qui existaient déjà. Ils ont signé à cette fin une déclaration de principe sur la remise en état des chemins de fer de Benguela.
6. Le Gouvernement angolais a invité le Zaïre et la Zambie à prendre une participation dans le consortium des "Nouveaux chemins de fer de Benguela", à des conditions qui seraient déterminées d'un commun accord. Les participants au Sommet ont en outre demandé à tous les organismes nationaux concernés, dans leurs pays respectifs, de faire le maximum pour mobiliser des fonds en faveur des chemins de fer de Benguela.
7. Les participants au Sommet ont lancé un nouvel appel à la communauté internationale pour qu'elle épaulé et soutienne dans toute la mesure du possible les efforts déployés en faveur de la réouverture de cette ligne stratégique.
8. Les dirigeants ont profité du Sommet pour passer en revue l'évolution de la situation dans la région de l'Afrique australe. Ils ont exprimé leur profonde préoccupation devant le fait que la situation ne cessait de se détériorer à l'intérieur de l'Afrique du Sud par suite de la répression croissante que le régime raciste exerçait sur le peuple innocent et sur les opposants à l'apartheid. Ils ont en outre noté que la persistance de l'état d'urgence imposé pour défendre l'apartheid continuait d'exacerber les tensions en Afrique du Sud. Les dirigeants ont condamné la sévère censure de la presse qui ne se relâchait pas, la détention inhumaine d'enfants innocents et inoffensifs et la répression de toutes les formes de protestation et de résistance contre le Gouvernement minoritaire raciste.

A cet égard, les dirigeants ont à nouveau demandé au régime raciste de démanteler l'apartheid, de mettre fin à l'état d'urgence, d'abolir la censure de la presse, de libérer Nelson Mandela et d'autres prisonniers et détenus politiques, et d'entamer le dialogue avec les véritables représentants du peuple opprimé, dans le but d'établir un gouvernement juste, démocratique et représentatif.

9. Les participants au Sommet ont exprimé leur indignation devant la récente violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Zambie, le meurtre de citoyens innocents et la destruction de biens par les forces de défense racistes d'Afrique du Sud. Les dirigeants ont vigoureusement condamné cet acte barbare d'agression contre un Etat épris de paix.
10. Ils ont réitéré leurs appels à la communauté internationale pour qu'elle apporte tout l'appui et toute l'assistance possibles aux Etats de la région qui subissent des agressions répétées et non provoquées.
11. Ils ont de nouveau adressé un appel spécial à la communauté internationale pour qu'elle accroisse son soutien et son assistance aux mouvements de libération d'Afrique du Sud et de Namibie dans la lutte légitime qu'ils mènent contre l'apartheid et l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud.
12. Les dirigeants ont exprimé leurs remerciements au Gouvernement et au peuple de la Zambie pour l'hospitalité chaleureuse qui leur avait été accordée pendant leur séjour dans ce pays.